

Attraper « Terminator » ! Le Congo a une opportunité en or de remettre un seigneur de guerre à la justice

Faisant face à la menace d'une arrestation et à des poursuites pour crimes de guerre en vertu du droit pénal international et congolais, Bosco Ntaganda - également connu sous le nom de Terminator -, ancien chef rebelle inculpé devenu depuis général de l'armée congolaise, a lancé le 31 mars 2012 une nouvelle rébellion contre l'Etat congolais.

Par Aaron Hall | 9 Mai 2012

Faisant face à la menace d'une arrestation et à des poursuites pour crimes de guerre en vertu du droit pénal international et congolais, Bosco Ntaganda - également connu sous le nom de Terminator -, ancien chef rebelle inculpé devenu depuis général de l'armée congolaise, a lancé le 31 mars 2012 une nouvelle rébellion contre l'Etat congolais.

La défection inattendue de Ntaganda a eu lieu peu de temps après la condamnation par la Cour pénale internationale (CPI) de son ex-allié dans la rébellion, Thomas Lubanga, pour le recrutement d'enfants soldats. Cette condamnation, combinée à l'affaiblissement du gouvernement congolais actuellement à la recherche de légitimité internationale à la suite des élections présidentielles frauduleuses, a déclenché une nouvelle vague de pressions internationales pour l'arrestation de Ntaganda et sa remise à la CPI pour des charges similaires.

Plus de 600 soldats et hauts commandants fidèles à Ntaganda ont fait défection avec lui, amenant la région tourmentée du Kivu à l'est du Congo à se préparer au pire. Ces commandants et soldats du rang qui lui sont loyaux doivent maintenant choisir entre la mutinerie et la loyauté envers l'Etat.

Ces récents événements de terrain présentent une réelle opportunité pour l'Etat congolais de prendre enfin des mesures pour arrêter Ntaganda et le livrer à la justice. La présence continue de Ntaganda en tant que chef de guerre / général constitue depuis longtemps un obstacle fondamental à la réalisation de progrès dans les domaines interdépendants que sont la démocratisation, la réforme du secteur de la sécurité, la réforme du secteur de la justice, et la réforme du secteur minier au Congo.

Afin que cette situation aboutisse à une issue positive, Enough Project appelle les gouvernements des Etats-Unis et des autres pays donateurs à :

- Soutenir et faire pression sur les gouvernements du Congo et du Rwanda, dans toute la mesure du possible, pour arrêter Bosco Ntaganda et les commandants supérieurs qui ont fait défection avec lui et les livrer à la justice.

- Exhorter à la mise en place d'un système de cours spécialisées mixtes, qui a été envisagé par le gouvernement congolais pour juger les personnes accusées de crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Congo.
- Faire pression sur le gouvernement du Congo pour mettre en œuvre la réforme du secteur de sécurité. Celle-ci devrait mettre en particulier l'accent sur une protection renforcée des civils dans les zones les plus vulnérables aux mouvements des milices locales et aux opérations militaires ; le soutien à la professionnalisation des troupes congolaises ; et l'établissement d'une méthode crédible de rémunération de ces troupes.
- Faire valoir aux gouvernements du Congo et du Rwanda que leurs liens avec Bosco Ntaganda est mauvais pour les affaires. Des progrès significatifs ont été réalisés dans la région au cours des trois dernières années dans la transformation du commerce des minéraux de conflit et le Rwanda comme le Congo ont reconnu qu'ils bénéficient d'un commerce stable et légitime de ces minéraux. Ntaganda menace maintenant de mettre en danger ces progrès obtenus puisqu'aucune entreprise ne peut investir dans le commerce des minerais dans des zones tenues par les rebelles.